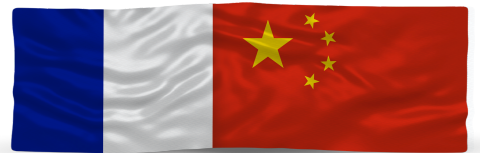


27 JANVIER 1964



Une page nouvelle entre la France et la Chine

1964 : l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale est toujours celui d'un monde divisé en deux blocs antagonistes, cadre d'une guerre froide – expression due à l'écrivain britannique George Orwell – qui ne semble pas prête de s'achever. Ils sont séparés par le fameux rideau de fer – expression due à Winston Churchill – qui ne semble pas sur le point de se fissurer.

Deux camps : alliés des Etats-Unis d'un côté, ceux de l'Union soviétique de l'autre, et la jeune République populaire de Chine. Deux alliances militaires se font face : OTAN contre Pacte de Varsovie. Vis-à-vis de la Chine rouge, les USA organisent une rigoureuse politique « d'endiguement » : pas question pour les pays occidentaux de nouer avec la première des relations diplomatiques.

Et ce d'autant moins pour Paris que Pékin a soutenu communistes vietnamiens, indépendantistes algériens et autres... Seule la très neutre Suisse, quelques pays scandinaves et la Grande-Bretagne – colonie de Hongkong oblige – ont reconnu la Chine nouvelle, mais pour la plupart sans échanger d'ambassadeurs. Les autres nations d'Occident reconnaissent le régime nationaliste de Chiang Kai-shek, réfugié en 1949 à Formose – ainsi que l'on nomme alors Taïwan –, et qui occupe le siège de la Chine aux Nations-Unies.



Le buste du Général de Gaulle

Œuvre de Nacéra Kaïnou, offert par le Président François Hollande au président Xi Jinping en 2014, à l'occasion du 50^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques. Photo : Nacéra Kainou.

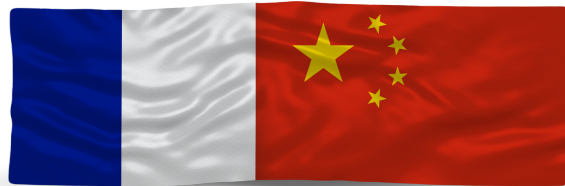
Revenu au pouvoir en 1958, le Général de Gaulle, réservé à l'endroit de l'OTAN, veut la politique étrangère indépendante des blocs qui sied à une France depuis peu puissance nucléaire. Ses rapports avec les Américains ont parfois été difficiles - cordiaux avec John Kennedy, inexistantes avec son successeur Lyndon Johnson : alliés, oui, alignés, non -. Le fondateur de la Ve République réfléchit depuis longtemps : la France, qui reconnaît des Etats et non des régimes, peut-elle ignorer 700 millions de Chinois ? Et il ne saurait y avoir « deux Chine ». Mais, même si des intellectuels non communistes – André Gide, Albert Camus, l'Abbé Pierre... - plaident pour des relations diplomatiques, l'affaire demeure délicate et une fois prise, la décision, longuement mûrie, doit demeurer secrète.

En 1963, le Général envoie donc incognito à Pékin l'une des grandes figures de la IV^e République, le malicieux Edgar Faure, négociateur dans l'ombre avec le Premier ministre Zhou Enlai et Chen Yi, en charge des affaires étrangères – deux hommes qui ont séjourné en France dans les années 1920 - ; il rencontre Mao Zedong et d'autres dirigeants chinois, ouverts à une reconnaissance mutuelle... qui implique pour la France une rupture diplomatique avec Formose.

Comment annoncer la décision à Chiang Kai-shek avec tous les égards et l'admiration portés par le chef de la France libre à celui d'une Chine libre qui eut aussi, entre 1940 et 1945, un gouvernement collaborant avec l'occupant japonais, dirigé par un « Pétain chinois », Wang Jingwei ? Le Président français missionne alors à Taïpei, toujours secrètement, celui qui fut son ambassadeur à Chongqing, capitale de Chiang durant la guerre sino-japonaise, une figure hors du commun, le général Zinovi Pechkoff. Petit voyou né sur les bords de la Volga avant de devenir le fils adoptif de l'écrivain Maxime Gorki, il s'est engagé dans la Légion étrangère au début de la Première Guerre mondiale où il se conduit en héros et perd un bras, avant de s'illustrer sur d'autres champs de bataille – ses hommes le surnomment « le Manchot magnifique » - et de se voir ensuite confier des missions diplomatiques pour la France libre en Chine puis la France libérée au Japon.



« Le monde tel qu'il est »



En France, hormis Edgar Faure, Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères et le Secrétaire général du Quai d'Orsay, nul n'est au courant du dessein gaullien. Aussi le sobre communiqué, publié simultanément à Paris et Pékin le 27 janvier 1964 fait-il l'effet d'une bombe : Le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine ont décidé, d'un commun accord, d'établir des relations diplomatiques. Ils sont convenus à cet effet de désigner des ambassadeurs dans un délai de trois mois.

A Washington, la presse américaine se déchaîne, les dirigeants surjouent l'indignation, après avoir tenté d'empêcher ou de retarder la décision française (de Gaulle les a tenus informés). Il s'en explique lors d'une conférence de presse entrée dans la légende, tenue à l'Élysée le 31 janvier. Après avoir salué le Maréchal Chiang Kai-shek, à la valeur, au patriotisme, à la hauteur d'âme de qui j'ai le devoir de rendre hommage, certain qu'un jour l'histoire et le peuple chinois ne manqueront pas d'en faire autant, le Président poursuit :

Paris et Pékin sont donc convenus d'échanger des ambassadeurs. Est-il besoin de dire que, de notre part, il n'y a dans cette décision rien qui comporte la moindre approbation à l'égard du système politique qui domine actuellement la Chine ? En nouant à son tour, et après maintes nations libres, des relations officielles avec cet Etat, comme elle l'a fait avec d'autres qui subissent un régime analogue, la France reconnaît simplement le monde tel qu'il est. Elle pense que tôt ou tard, certains gouvernements qui se réservent encore, jugeront bon de suivre son exemple.



Par-dessus tout, il se peut, dans l'immense évolution du monde, qu'en multipliant les rapports entre les peuples, on serve la cause des hommes, c'est-à-dire celle de la sagesse, du progrès et de la paix. Il se peut que de tels contacts contribuent à l'atténuation, actuellement commencée, des dramatiques contrastes et oppositions entre les différents camps qui divisent le monde. Il se peut qu'ainsi les âmes, où qu'elles soient sur la terre, se rencontrent un peu moins tard au rendez-vous que la France donna à l'univers, voici 175 ans, celui de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.






Le 10 février, le gouvernement de Chiang Kai-shek met fin aux relations diplomatiques avec la France. Ancien ministre de l'Éducation nationale, Lucien Paye sera le premier ambassadeur de France en République populaire de Chine ; vétéran de la Longue Marche, Huang Zhen celui de la RPC à Paris. Un an auparavant, à son ministre de l'Information, Alain Peyrefitte, qui s'inquiète des bouleversements que provoquerait une hypothétique reconnaissance de la Chine, de Gaulle répond : Il est probable qu'après nous, il y aura des moutons de Panurge. Tout le monde voudra reconnaître la Chine et vous allez voir que les Etats-Unis vont être obligés de nous suivre. Avouez que cela vaudra la peine d'être vu ! Pour le Général, le rétablissement des relations avec la Chine, C'est tourner la page coloniale, celle des concessions en Chine, comme celle de l'Indochine française. C'est aussi le retour de la France dans une Asie où il demeure convaincu qu'au Vietnam les Américains se fourvoient dans une guerre sans issue : sur les deux points, il a vu juste...



1971 : alors Conseiller à la Sécurité nationale des Etats-Unis, Henry Kissinger est – lui aussi – envoyé secrètement négocier avec les dirigeants chinois une normalisation des relations entre les deux pays. Tout est bientôt prêt pour la visite à Pékin du Président Richard Nixon en février de l'année suivante, qui ouvre une nouvelle ère de la géopolitique mondiale. Au-delà des divergences, Kissinger n'a jamais caché son admiration pour de Gaulle. En juillet 2023, presque centenaire et à veille de disparaître, celui que l'on a surnommé « le dernier diplomate » s'entretient à Pékin avec le Président Xi Jinping de relations sino-américaines au plus mal...

Si les dirigeants français auraient tout intérêt à lire (ou relire) les écrits et propos de Charles de Gaulle sur la Chine, qui n'ont pas pris une ride, ceux des Etats-Unis gagneraient sans doute à faire de même avec l'ouvrage d'Henry Kissinger *On China*. Le dictionnaire de l'Académie française le rappelle : un visionnaire n'est pas seulement quelqu'un qui a des visions surnaturelles ou farfelues, mais qui perçoit la réalité profonde des choses et a prescience de l'avenir...



Alain LABAT

est docteur en philosophie et professeur agrégé de chinois. Il a enseigné dans le secondaire et le supérieur avant d'être chargé de mission d'inspection pédagogique régionale au ministère de l'Éducation nationale puis rédacteur en chef du magazine Planète chinois, publié par le Centre national de documentation pédagogique.

Conférencier et formateur (Chine, Asie du Sud-Est), il est Président de la Fédération des associations franco-chinoises et Vice-président du Nouvel institut franco-chinois de Lyon.

Outre de nombreux articles, il est l'auteur de trois ouvrages, dont L'Empire, la République et les Barbares. L'Occident à l'assaut de la Chine, Ma-Eska Editions, 2022. Chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, A. Labat a reçu le Ministry for Foreign Affairs Awards (République de Singapour). Il est citoyen d'honneur de la ville de Guangzhou (sud de la Chine).